



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 10/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CHANTIER NAVAL COUACH - CNC**

Rue de l'Yser  
33470 Gujan-Mestras

Références : 26-0296  
Code AIOT : 0005205877

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2026 dans l'établissement CHANTIER NAVAL COUACH - CNC implanté Rue de l'Yser 33470 Gujan-Mestras. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection avait pour objectif de suivre la mise en conformité du site vis-à-vis de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 5 juin 2024 pour lequel l'exploitant a été placé sous astreinte administrative par arrêté préfectoral du 13 juin 2025.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHANTIER NAVAL COUACH - CNC

- Rue de l'Yser 33470 Gujan-Mestras
- Code AIOT : 0005205877
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site CHANTIER NAVAL COUACH (CNC) de Gujan-Mestras est dédié à la construction de bateaux de plaisance (yachts) et de navires professionnels d'interception et de service. Le chantier est situé sur le port de Larros à Gujan-Mestras et exerce son activité depuis 1962. L'entreprise emploie environ 210 salariés et une centaine d'intérimaires.

La construction et l'habillage des navires sont réalisés entièrement sur site. L'étape principale est la fabrication de la coque en matériaux composites.

Plusieurs activités sont soumises à déclaration au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement. La situation administrative du site a été revue en 2016, à l'occasion de l'entrée en vigueur de la directive Seveso 3, ayant conduit à une vaste modification de la nomenclature des installations classées. Les activités déclarées relèvent ainsi des rubriques suivantes :

- Rubrique 2410 - atelier où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues - récépissé de déclaration n°16894 du 1er septembre 2009 - déclaration ;
- Rubrique 2940 - application / séchage de vernis, peinture, colle, enduit sur supports quelconques - récépissé de déclaration n°16894 du 1er septembre 2009 - déclaration avec contrôle périodique ;
- Rubrique 2910 - installation de combustion - récépissé de déclaration du 25 février 2020 - déclaration avec contrôle périodique ;
- Rubrique 4331 - stockage de liquides inflammables de catégorie 2 ou 3 - récépissé de déclaration n°16894 du 1er septembre 2009 - déclaration avec contrôle périodique ;
- Rubrique 4421 - stockage de peroxydes organiques de type C ou D - récépissé de déclaration n°16894 du 1er septembre 2009 - déclaration.

Les arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables relatives à ces rubriques sont, dans l'ordre, ceux des 5 décembre 2016, 5 mai 2002, 3 août 2018, 22 décembre 2008 et 10 novembre 2008.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Moyens incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2008,	Avec suites, Astreinte	Demande de justificatif à	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	incendie	du 22/12/2008, article 4.3		justificatif à l'exploitant, Astreinte	
2	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 4.3.6	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	6 mois
3	Rétention des eaux d'extinction	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 6.4 de l'annexe I	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne s'est pas mis en conformité au regard des ressources en eau nécessaire pour assurer la défense contre l'incendie. Il a néanmoins pu justifier de l'avancement des démarches engagées.

Compte tenu de la non-conformité persistante, l'inspection propose à Monsieur le Préfet un arrêté préfectoral de liquidation partielle de l'astreinte.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Moyens incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 24/04/2025</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte</li> <li>date d'échéance qui a été retenue : 24/10/2025</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 05/06/2024</b>

La société COUACH, exploitant un chantier naval sur la commune de Gujan-Mestras, est mise en demeure de respecter les dispositions des textes dans les délais suivants :

- Sous 6 mois: l'exploitant met en place les dispositions techniques nécessaires pour satisfaire aux articles 4.3 et 2.7.5 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008.

Il transmet dans sous 3 mois à l'inspection l'étude des dispositions techniques étudiées et retenues afin de satisfaire aux articles 4.3 et 2.7.5 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008.

#### **Article 4.3 de l'arrêté ministériel du 22/12/2008**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux règles en vigueur, notamment :

- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 200 mètres d'un appareil ;

[...]

#### **Article 1 de l'arrêté préfectoral portant astreinte administrative du 13 juin 2025**

La société CHANTIER NAVAL COUACH exploitant de l'installation classée pour la protection de l'environnement sise rue de l'Yser à GUJAN-MESTRAS, est rendue redevable d'une astreinte d'un montant journalier de 50 euros (cinquante euros) jusqu'à satisfaction des dispositions suivantes de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 5 juin 2024 susvisé :

- respect du point 4.3 de l'annexe 1 de l'arrêté du 22 décembre 2008 portant notamment sur la disponibilité de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux règles en vigueur, notamment d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 200 mètres d'un appareil.

Il est sursis à exécution de l'astreinte jusqu'à quatre mois après la date de notification à l'exploitant du présent arrêté. Lorsque la mise en conformité est réalisée pendant cette période, aucun recouvrement ne pourra être opéré. Dans le cas contraire, le recouvrement de l'astreinte prend effet à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.]

L'astreinte peut être liquidée partiellement ou complètement par arrêté préfectoral.

#### **Constats :**

Lors de la visite d'inspection du 24/04/2025, l'inspection avait constaté que l'exploitant ne disposait toujours pas de prises d'eau ou poteaux incendie pour assurer la lutte contre l'incendie. Le non respect de l'arrêté de mise en demeure du 05/06/2024 avait conduit l'inspection à proposer à Monsieur le Préfet un arrêté rendant l'exploitant redevable d'une astreinte administrative en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement. L'astreinte administrative a été prise par arrêté du 13/06/2025 avec un sursis à exécution de 4 mois.

Lors de la visite d'inspection, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant n'avait toujours pas mis en œuvre les dispositions permettant de se mettre en conformité au regard de l'article 4.3 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008. L'exploitant a néanmoins pu justifier de l'établissement de devis pour la mise en œuvre d'une réserve d'eau d'environ 1000 m3 conformément au besoin calculé selon le guide D9 et de la validation d'une demande d'achat

auprès du Groupe.

La question de la possibilité de valoriser certains poteaux incendie publics a été abordée pour satisfaire une partie des besoins en eau et donc du volume d'eau nécessaire. L'exploitant n'était pas en mesure de justifier de la disponibilité de ces poteaux.

Compte tenu de la non-conformité persistante, l'inspection propose à Monsieur le Préfet un arrêté préfectoral de liquidation partielle de l'astreinte.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Dans un délai d'un mois, l'exploitant transmet le calendrier de mise en conformité en décrivant et justifiant la solution définitive retenue et la possibilité de valoriser une part du besoin en eau via les poteaux incendie publics présents.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Astreinte

**Proposition de délais :** 1 mois

## N° 2 : Plan de défense incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 4.3.6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Plan de défense incendie

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 24/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 26/05/2025

**Prescription contrôlée :**

**Article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 05/06/2024**

La société COUACH, exploitant un chantier naval sur la commune de Gujan-Mestras, est mise en demeure de respecter les dispositions des textes dans les délais suivants :

- Sous 6 mois: l'exploitant met en place les dispositions techniques nécessaires pour satisfaire aux articles 4.3 et 2.7.5 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008.

**Article 4.3.6 de l'arrêté du 22/12/2008**

A. Un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables de ses installations (feu de réservoirs, feu de rétention, feu d'une cellule).

Le plan de défense incendie contient :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la

liste des interlocuteurs internes et externes) ;

- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les plans d'implantation installations, stockages extérieurs, bâtiments. Les plans font figurer l'implantation des murs coupe-feu ;
- les plans des réseaux d'eau prévus à l'article R.512-47 du code de l'environnement ;
- des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ;
- le document de recensement des parties de l'installation à risques prévu au point 4.1 de la présente annexe ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 4.3.5 de la présente annexe ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 2.3.5 ;
- la localisation des interrupteurs centraux prévus, lorsqu'ils existent ;

En cas de détection de fuite ou d'incendie, le gardien ou la télésurveillance transmet l'alerte à une ou plusieurs personnes compétentes chargées d'effectuer les actions nécessaires pour mettre en sécurité les installations. Le plan de défense incendie désigne préalablement la ou les personne (s) compétente (s) et définit les modalités d'appel de ces personnes. Le plan de défense incendie précise également les conditions d'appel des secours extérieurs au regard des informations disponibles.

Les documents précisant l'organisation de la première intervention et les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours prévoient notamment comment la ou les personnes compétentes mettent en œuvre des mesures rendues nécessaires par la situation constatée sur le site telles que :

- l'appel des secours extérieurs s'il n'a pas déjà été réalisé ;
- les opérations de refroidissement des installations voisines et de mise en œuvre des premiers moyens d'extinction ;
- l'information des secours extérieurs sur les opérations de mise en sécurité réalisées, afin de permettre à ceux-ci de définir les modalités de leur engagement ;
- l'accueil des secours extérieurs.

Le délai d'arrivée sur site de la ou des personnes compétentes est de trente minutes maximum suivant la détection de fuite ou d'incendie.

L'exploitant intègre au plan de défense incendie les éléments justifiant du respect du délai maximal d'arrivée sur site.

Les dispositions du A du point 4.3.6 de la présente annexe ne sont pas applicables aux installations contenant uniquement des stockages en réservoirs enterrés ou moins de 10 m<sup>3</sup> de stockages aériens de liquides inflammables.

B. Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.  
Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

**Constats :**

En guise de plan de défense incendie, l'exploitant a présenté le document opérationnel "Guide pratique sur l'évacuation en cas de départ de feu" daté du 04/01/2021. Ce guide comprend notamment :

- une description des points de rassemblement et un rappel concernant l'utilisation des extincteurs ;
- une description des différentes fonctions en cas d'incendie ;
- un schéma d'alerte et d'intervention ;
- les consignes de sécurité incendie ;
- des plans du site comprenant les accès, les poteaux et bornes incendie publique, organes de coupure et zones de répartition par transformateurs électriques, réseaux d'évacuation et obturateur ;
- le plan de localisation des matières dangereuses ;
- la liste des contacts.

Le plan est à compléter avec notamment :

- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;

La liste des ressources/contacts est limitée au numéro de la direction et devrait être complétée d'un ensemble de contacts utiles (personne ressource au sein de l'entreprise : maintenance, EPI, chef d'équipe, administration, secours, voisinage, etc.).

Le plan devra être actualisé avec la mise en œuvre de la ressource d'eau.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant renomme le guide pratique en Plan de Défense Incendie et le met à jour afin qu'il réponde en tout point aux dispositions prévues à l'article 4.3.6 de l'arrêté du 22/12/2008.

Le plan de défense incendie devra notamment comprendre :

- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées ;

- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- intégrer dans le schéma d'alerte et d'intervention les dispositions relative à l'isolement des réseaux d'évacuation du site par les obturateurs en précisant les personnes ressources.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

### N° 3 : Rétention des eaux d'extinction

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 6.4 de l'annexe I

**Thème(s) :** Risques accidentels, Rétention des eaux d'extinction

#### Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 24/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 24/06/2025

#### Prescription contrôlée :

##### Annexe I (dispositions applicables aux installations existantes)

##### point 6.4 - Récupération, confinement et rejet des eaux

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel."

##### point 3.7. Vérification périodique des équipements

L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.

#### Constats :

Lors de l'inspection précédente, l'exploitant avait justifié de la mise en œuvre de 3 obturateurs installés en 2018, assurant l'isolement du site en cas de déversement accidentel. Il était attendu de l'exploitant qu'il justifie des mesures techniques et organisationnelles prévues pour répondre aux objectifs des dispositions des points 6.4 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 22/12/2008 susvisés, notamment pour l'activation des dispositifs obturateurs en situation de déversement accidentel de matières dangereuses.

En réponse, l'exploitant a transmis à l'inspection les caractéristiques des obturateurs et a pu justifier de la prise en compte de ces derniers dans son Guide d'intervention en cas d'incendie (cf. point précédent).

L'exploitant a présenté à l'inspection le contrat cadre établi pour la vérification des dispositifs de

sécurité. L'inspection a noté que le contrat ne comprenait pas la vérification des dispositifs obturateurs, ni celle des dispositifs de désenfumage.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant prend les dispositions pour s'assurer de la vérification périodique des matériels de sécurité, notamment des dispositifs obturateurs et des dispositifs de désenfumage. Dans un délai de 3 mois, l'exploitant justifie de la vérification périodique des dispositifs obturateurs et des dispositifs de désenfumage.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois